

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

21 FEVRIER AU 5 MARS 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 310 - 4,50 F

contre la politique des blocs



M 2242-310-4,5 F

quand nos lecteurs prennent la parole

CULTURES REGIONALES

L'article d'Arnaud Fabre sur l'histoire telle qu'elle est enseignée donne une perspective limitée à l'autodestruction culturelle en vigueur actuellement en France.

En effet il faudrait aussi parler des barrières imposées à tout enseignement de langue et de civilisation régionales. Les inspecteurs d'Académie se font une joie de détruire les textes votés à l'Assemblée nationale ou décidés par le Ministre. Sous prétexte d'impératifs budgétaires, on cherche à bloquer l'enseignement du Gascon et sans doute de nombreuses autres langues.

D'autre part l'enseignement artistique et musical ne tient aucun compte (là où il existe) de l'histoire de l'art et de la musique populaire. Malgré l'année du patrimoine, nos enfants sont privés de toute information sur l'art antique, médiéval ou classique (de toute manière la formation professorale interdit toute forme de découverte de ce genre).

La télévision et la radio interdisent d'antenne des groupes folk aussi facilement qu'elles produisent des émissions sur la vie de Jean Nohain (et sans doute bien-tôt de Guy Lux). Or ces groupes folk (et même rock) permettent une certaine créativité, un certain plaisir inconnus évidemment d'une éducation trop classique mitigée par «Salut!». Enfin les revues de «stars» et les bandes dessinées non artistiques (doux euphémisme) sont diffusées dès le primaire.

Mis à part les réformes futures de l'Education nationale et l'élaboration de nouveaux programmes de télévision, il faut tout de même souligner la résistance qui se fait jour peu à peu : ainsi des élèves demandent à leur professeur les anciens livres d'Histoire,

pour mieux comprendre. Ainsi certains professeurs essaient-ils malgré les horaires, de provoquer l'intérêt des enfants, ainsi des associations culturelles populaires connaissent le plus grand succès dans les campagnes en Charente et en Béarn par exemple. D'autre part des groupements de familles (pas les plus aisées) s'intéressent à la protection de leur voisinage culturel (l'émission «Chefs d'œuvres en péril» met en cause plus de paysans et de chômeurs que d'intellectuels diplômés). En zone urbaine, les clubs, quels qu'ils soient sont aussi très vivaces.

Ainsi une véritable maintenance culturelle se développe loin des circuits officiels. La N.A.R. se devrait d'appuyer et de défendre ces communautés dissidentes actuellement dépositaires d'un vouloir vivre français (même si elles s'expriment en corse, en breton ou en alsacien, même si elles n'ont pas d'idées politiques).

R.E. (Bordeaux)

JE REJOINS LA N.A.R.

L'an passé, vous m'aviez envoyé pendant trois mois votre publication et j'avais pu apprécier votre indépendance d'esprit à l'égard de tous les conformismes de gauche comme de droite et votre grand soin d'honnêteté.

Engagé moi-même dans le combat politique j'ai milité pendant trois ans dans les rangs de l'U.J.P. (union des jeunes pour le progrès), mais j'ai constaté amèrement que la classe politique qui était et qui est en pleine dégénérescence était incapable de «sortir» la France des difficultés qu'elle connaît. Le général de Gaulle l'avait bien compris lui qui savait que la France avait besoin à sa tête d'un homme dont l'indépendance vis-à-vis de la classe politique devait être absolue, mais aussi d'un homme qui incarnerait pour le peuple entier la

loyauté, l'honnêteté et le sens des responsabilités. Il m'est donc progressivement apparu que seul le descendant des familles qui ont incarné cet idéal pendant des siècles pouvait aux yeux du pays être cet homme. C'est pourquoi, c'est en plein accord avec votre action que je m'engage à servir la N.A.R. et à travers elle la possibilité d'une restauration de l'indépendance du pouvoir qu'incarnerait le retour à la tête du pays du comte de Paris ou plus tard de l'un de ses successeurs.

R.D. (Haute-Vienne)

ET TOUJOURS LE NUCLÉAIRE

J'ai été sérieusement choqué de la composition de la rubrique «quand nos lecteurs prennent la parole» du numéro 307.

(...) Ce qui est particulièrement pénible dans cette affaire c'est le recours à l'argument d'autorité lorsque, à la fin de sa lettre, le professeur Tubiana rejette d'un revers de main comme des «allégations sans fondements scientifiques valables» l'augmentation des cancers et des leucémies autour des centrales en France et aux Etats-Unis.

Dans d'autres écrits M. Tubiana s'est montré plus sérieux : lorsqu'il argumente que le danger d'irradiation par les effluents des centrales n'est pas plus grand que celui que nous prenons en nous soumettant à des examens radioscopiques (par ailleurs indispensables à la détection et à la prévention d'une série de maladies), du moins admet-il que danger il y a. Que devraient être ces «fondements scientifiques» qu'il exige de ses contradicteurs ? Des statistiques absolument indiscutables ? Autrement dit on n'aurait le droit de s'émouvoir qu'après un nombre de décès tel que tout autre lien de causalité autre que la centrale puisse être écarté ?

(...) Il est vrai que le nucléaire constitue une source d'énergie si miraculeuse (la fission des noyaux d'un gramme d'uranium 235 libérant autant d'énergie que la combustion de deux tonnes et demie de charbon) qu'il serait criminel à l'égard du pays de «faire une croix» dessus. Mais il est tout aussi criminel à l'égard des hommes et de leur descendance qui sont en dernière analyse la substance même de la nation, de se lancer dans un programme d'équipement et plus encore de l'accélérer, avant d'avoir résolu véritablement les questions de sécurité. Lorsqu'une tempête, comme celle de ces dernières semaines, qui n'est cependant pas très supérieure à ce que, bon an, mal an, les éléments nous prodiguent, lorsque donc une tempête à peine exceptionnelle suffit à fracturer un émissaire de l'usine de retraitement de la Hague et à ramener au rivage les produits qu'il était chargé de disperser au large on ne saurait se poser trop de questions, même s'il plaît toujours à M. Tubiana d'en faire des «allégations sans fondements scientifiques».

Alors que faire ? Chercher passionnément, sans relâche, au niveau technologique et peut-être au niveau de la recherche fondamentale, en investissant dans cette recherche les ressources financières qu'elle exige, jusqu'à trouver les moyens de résoudre tous les problèmes de sécurité surgis de la fission réussie du noyau. (...)

Et pourtant «il faut tenter de vivre». Il faut donc faire avec ce que l'on a mais faire vraiment feu de tout bois : laisser tourner les centrales existantes en les entourant de la plus grande vigilance, multiplier les forages à la recherche des hydrocarbures, comme celui qui vient de se révéler positif en Aquitaine, réactiver l'exploitation de charbon, utiliser plus largement les ressources de l'énergie hydraulique, qui existent à profusion dans un pays arrosé et au relief varié comme la France, et recourir aux autres énergies qu'on a appelées «maternelles» : éolienne, géothermique et solaire en ne limitant pas celle-ci à la solution des seuls problèmes de chauffage, mais en la faisant servir aussi à la production d'électricité.

Quelle déception ce serait pour la France si demain le Prince vers lequel elle se serait tournée, à son tour n'osait pas sortir de la voie tracée par les groupes de pression souverain d'E.D.F. et de la grande industrie. Et quelle espérance si, en dépit des prophéties de désordre économique, ou à l'inverse écologique, il entreprend par une politique énergétique originale de guider la France dans la voie délicate mais praticable de l'indépendance et de la croissance humaine.

R.A. (Montauban)

3 mois : 12 F offre exceptionnelle

Dans le cadre d'une vaste campagne de promotion pour étendre notre public d'abonnés, nous vous proposons - jusqu'au 10 mars 1980 - un abonnement de trois mois à Royaliste au prix exceptionnel de 12 F. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir et renvoyer le bulletin ci-contre, accompagné de son règlement.

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Royaliste au prix exceptionnel de 12 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

NOM : Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 12 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

affaire darlan les faux témoins

A partir d'une émission télévisée d'Alain Decaux sur l'«affaire Darlan», une polémique s'est développée depuis quelques mois. Elle oppose des témoins de cette affaire, appuyés par le talent et l'autorité morale de l'historien-académicien -pour eux l'assassinat de Darlan à Alger en 1942 a été ordonné par le comte de Paris- et le Prince lui-même qui se défend de cette version des faits.

Si nous pensions que Decaux dit le vrai et le comte de Paris le faux, sans doute nous murerions-nous dans un silence gêné (et finalement accusateur pour notre Prince). Or nous avons de très bonnes raisons de croire que le comte de Paris est victime d'une campagne de calomnies.

Reprenons l'affaire à son origine. En 1942, dans les départements français d'Algérie qui ont échappé à l'invasion allemande, l'amiral Darlan «dauphin du maréchal Pétain» parvient à prendre le pouvoir avec -c'est un comble- le soutien des Américains. Les résistants, les partisans du général de Gaulle et aussi ceux du comte de Paris alors à Alger (1) sont révoltés. Un jeune résistant, Fernand Bonnier de la Chapelle, exécute l'amiral dans un attentat. Les amis de Darlan, les ennemis du général de Gaulle réagissent très vite. Bonnier est exécuté après un simulacre de procès. Les personnes suspectées d'avoir organisé l'attentat sont emprisonnées ou inquiétées. Parmi elles Henri d'Astier de la Vigerie et l'abbé Cordier, proches du comte de Paris, mais aussi des policiers activistes cherchant à jouer un rôle politique. Or aujourd'hui, ce sont ces personnes-là, les

survivants ou leurs proches, qui accusent le comte de Paris d'avoir ordonné l'attentat, et cela pour appliquer une consigne du général de Gaulle. C'est surtout Mme Henri d'Astier et maintenant son fils qui avancent leurs arguments :

— D'abord le comte de Paris n'aurait jamais démenti sa participation à l'attentat. Et c'est le revirement de position du Prince qui aurait scandalisé Mme d'Astier et l'aurait poussé à témoigner. C'est grossièrement faux. N'importe quel historien peut reprendre la collection d'«Ici-France» et la presse de l'époque pour constater que dès 1947, le comte de Paris a protesté et démenti cette version des faits.

— Mme d'Astier affirme avoir toujours accusé le comte de Paris dans ces termes. Alors pourquoi le fameux père Théry qui, dans ses «cahiers» de souvenirs (à ce jour impubliés) a pris de longues notes sur toute cette période sous la dictée de Mme d'Astier, n'a-t-il noté que des faits insignifiants ? Le 16 mars 1943, Mme d'Astier se confiant au père Théry, avait-elle déjà oublié, moins de trois mois après les faits, que le comte de Paris aurait logé chez elle, qu'il y aurait souffert d'une

crise de paludisme, qu'il y aurait déclaré devant-elle (!!!) qu'il fallait abattre l'amiral «par tous les moyens» ?

Nous avons poursuivi des recherches historiques sérieuses. Et pas avec des témoignages suscités par la polémique.

L'honnêteté de Pierre de Bérard se déduit naturellement du fait que son témoignage a été rédigé en 1976 (1) avant la polémique, à la seule intention de ses cousins germains pour les archives de sa famille et de quelques amis intimes.

Et la malhonnêteté des «accusateurs»... Il aura fallu attendre la parution de Rivarol du 7 février pour qu'elle apparaisse et que l'on en comprenne les mobiles.

Du coup toute l'accusation s'effrite par manque de crédibilité. Mme d'Astier n'est pas un témoin neutre luttant pour la vérité historique. C'est un partisan, cherchant à défendre la mémoire de son mari -noble sentiment- mais aussi poussé par tout un milieu d'extrémistes de droite maladivement anti-gaullistes et par ricochet hostiles au comte de Paris. (C'est dans ce contexte que s'explique également la récente parution du livre d'Alfred Fabre-Luce (2)). Qu'on

en juge en lisant l'interview de Jean-Bernard d'Astier, fils de Mme Henri d'Astier et ami de tous les «accusateurs».

Jean-Bernard d'Astier s'y révèle d'un antigaullisme caricatural. Il confie s'être abonné à Rivarol dès le début «indigné, écœuré, par les événements qui avaient suivi la défaite de l'Allemagne -d'une Allemagne accusée injustement de tous les crimes (...). Je suis fidèle sans réserve à un hebdomadaire qui combat pour la vérité et est toujours resté fidèle à lui-même». Qui il s'agit bien de Rivarol, hebdo de «l'opposition nationale et européenne» (!!!). Pourquoi vous accabler de commentaire ? Ouvrez Rivarol, vous comprendrez.

Quant à nous, depuis que nous savons enfin d'où vient l'attaque, nous voilà rassurés. Ces gens là sont si bêtes, tellement haineux, que la polémique ne peut que se retourner contre eux.

Frédéric AIMARD

(1) Ce témoignage capital paraîtra dans le numéro 8 de notre revue **Royaliste-Cahiers-trimestriels** d'ici quelques semaines. Abonnement pour quatre numéros : 35 F - prix du numéro : 10 F.

(2) Lire l'article de Michel Dohis en page 10 du dernier **Royaliste**.

l'europe passoire

On nous dit que la CEE stimule les industries des pays européens, placées à chances égales en «libre» concurrence; on nous répète qu'en outre elle les protège grâce à la solidarité européenne. Or, à partir du moment où l'on prêche -et où l'on pratique- le libéralisme économique, il y a contradiction dans les termes.

Prencns deux exemples récents :

1/ L'automobile

Le Japon, avec un peuple aux structures sociales et à la mentalité différentes, des salaires encore inférieurs aux nôtres, cherche à envahir le marché européen. Des accords de contingentement limitent (très inégalement d'ailleurs) ses ambitions. Que fait-il ? En Grande Bretagne, il passe un accord avec British Leyland qui construira un modèle japonais sous licence. En Espagne, il rachète Motor Ibérica et entame des négociations avec Enasa (Pegaso).

Ainsi, Nissan (Datsun) obtiendra, comme Ford et G.M. (Opel) l'ont déjà, un statut de constructeur «européen» par filiales es-

pagnoles interposées. Tels les Allemands devant la ligne Maginot, les Japonais contournent l'obstacle et passent par Londres et Madrid !

2/ Le textile

Là, pourtant, on constate (ce qui est exceptionnel) l'unanimité chez les producteurs européens de fibres synthétiques. Même le Ministre britannique du commerce extérieur -dont le pays ne refuse jamais rien aux U.S.A.- demande que des mesures de protection soient prises, notamment vis à vis des Etats-Unis. Néanmoins, à la consternation générale, la commission «compétente» de Bruxelles se contente de recommander la poursuite des négociations au sein du GATT (où les pressions américaines sont connues) !

Répétons une fois de plus qu'il est vain de compter sur la «solidarité» européenne; constatons que lorsqu'elle existe par hasard, Bruxelles -plus atlantiste que jamais- la trahit.

Alain SOLARI

Quand la monarchie a un visage...

**des royalistes aujourd'hui:
qui sont-ils ?**

6 francs

ROYALISTE

A l'heure où le Prince parle, il était nécessaire pour les royalistes de faire le point.

Prix : 6 F - CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

J. O. : le jeu de la france

Au printemps dernier nous avons soutenu les initiatives en faveur du boycott de la coupe du Monde de football en Argentine, et logiques jusqu'au bout dans la dénonciation de tous les totalitarismes nous préconisons une attitude similaire pour les jeux de Moscou. Mais n'est-ce pas aujourd'hui approuver de facto la politique de Carter ?



quelle position française ?

Sans illusion nous savions que l'olympisme et son apolitisme de façade ne résisterait pas aux coups de boutoir des réalités internationales. Jamais les jeux, dans les fracas du XXème siècle, n'ont été vierges d'arrière pensées. Ils n'ont constitué au contraire pour les Etats-hôtes qu'un moyen d'obtenir un brevet de bonne conduite et pour les autres qu'un exutoire facile mais efficace.

Ce fut un bien curieux concert de silence en Occident qui précéda la coupe du monde de football alors qu'on n'ignorait pas l'existence des camps argentins. Quel gouvernement a protesté quand la coupe Davis se déroula au Chili où les stades ne servent pas seulement aux rencontres sportives ? Qui a élevé la voix quand Andreï

Sakharov - récemment exilé - déclara en novembre de l'année dernière que «cent personnes avaient été arrêtées en Union Soviétique dans la période de préparation des jeux pour leur participation au mouvement dissident». Les expulsions, les emprisonnements se sont multipliés pour «nettoyer» Moscou avant les jeux. Ainsi Mustapha Djemilev après dix ans de Goulag fut condamné à quatre ans supplémentaires, le syndicaliste Nicolaï Nikitine fut emprisonné; en mars l'historien ukrainien Melnik se «suicidait» après une perquisition; «des centaines de personnes incarcérées pour délit d'opinion», affirme Amnesty International, purgeront leur peine pendant le durée des jeux». Sans parler des incitations très directives du gouvernement soviétique au-

près des moscovites pour envoyer leurs enfants en colonies de vacances pour éviter «la contagion».

L'intervention en Afghanistan, odieuse sur le plan du respect du droit des peuples, fut «la goutte de trop» diront certains. Et pourtant elle ne changeait rien, puisque l'Afghanistan se trouvait depuis avril 1978 dans l'orbite soviétique. Carter n'a fait que profiter du réflexe de peur pour apparaître comme l'homme fort de l'Amérique et pour jauger au passage son crédit auprès de ses alliés européens.

La France a joué dans ces circonstances un jeu apparemment cohérent. Dénonçant l'intervention soviétique sans pour autant préconiser des mesures de rétorsions réaffirmant ainsi son attachement à la politique de détente. Cohérence bien fragile, lorsque l'on sait -comme le rappelait P. Vignerot dans le dernier numéro de *Royaliste*, quelle fut l'attitude de la France en Iran et que l'on mesure le poids du discrédit qui pèse sur nous à cause de la politique d'intervention en Afrique.

Faut-il alors aller à Moscou, ce qui constituerait un gage d'indépendance ? Faut-il s'aligner sur la position américaine et risquer de reforcer par contre-coup le bloc des pays socialistes dont certains manifestaient un désir d'autonomie que la France aurait pu encourager ?

Il n'est pas question de nous voiler la face. Nous ne fûmes pas les derniers à percevoir que l'utilisation de la cause des droits de l'homme pouvait engendrer un retour à la politique des blocs. Eviter ce piège par une pirouette c'est tomber dans un autre : celui de la lâcheté.

Si nous continuons à préconiser le boycott nous ajoutons qu'il n'est sûrement pas une fin en soi et qu'il doit s'accompagner d'initiatives diplomatiques hardies dans la recherche d'une troisième voie. Là est le jeu de la France.

François MOULIN

Que se passe-t-il donc de Nouakchott à Islamabad ? Le monde islamique n'en finit plus d'effarer l'Occident de ses sautes d'humeur : maladie endémique ou manœuvres des impérialismes ? Il apparaît en tout cas certain que nous n'avons pas fini de voir bouger ces pays qui, de l'Atlantique à l'Inde, semblent tracer comme une frontière entre deux mondes véritablement différents : les pays développés et ceux qui ne le seront pas avant longtemps.

Dans ce contexte, l'affaire de Gafsa prend valeur d'exemple. Un groupe d'hommes particulièrement bien entraînés cherche à s'emparer d'une ville et d'une région où le gouvernement central a toujours été ressenti avec une certaine hostilité, essaye de s'assurer le soutien de la population et d'y installer un gouvernement provisoire, puis, sur ces bases, de faire appel à l'étranger afin de conforter sa légitimité devant l'opinion internationale. L'étranger en question semble prêt à répondre, la situation intérieure de la Tunisie paraît favorable. Il n'est pas jusqu'à l'emplacement de l'opération qui ne soit judicieusement choisi : située à égale distance du Nord et du Sud du pays, Gafsa permet à celui qui la contrôle de couper celui-ci en deux et d'isoler l'armée tunisienne (dont la plus grande partie est dans le désert) des centres vitaux du territoire.

Mais, direz-vous, c'est le classicisme en matière de subversion ! Il manque pourtant quelque chose au drame; on a trop parlé des acteurs, du moins ceux que l'on peut connaître, et trop peu de la scène. Et la réputation de modération du gouvernement tunisien, les affirmations du président Bourguiba quant à l'unité de la nation, et les appels à l'entente franco-tunisienne, ne pourront longtemps faire illusion. Il est vrai que même l'opposition s'est retrouvée derrière le Président pour condamner l'attaque de Gafsa -tant cette opération a été ressentie par l'ensemble du peuple comme ayant été téléguidée de l'extérieur. Il n'est pas moins vrai que le système socio-politique tunisien est loin d'avoir résolu ses propres contradictions.

Depuis l'indépendance, la Tunisie c'est Bourguiba. C'est aussi le maintien au pouvoir d'une bourgeoisie, qui par son ancienneté et ses traditions, a peu d'équivalents dans le monde arabe. Aussi le développement économique a-t-il été spectaculaire, aidé en cela par

tunisie : vers la déstabilisation ?

Après l'Iran, l'Afghanistan et quelques autres, c'est maintenant au tour de la Tunisie de subir une de ces tentatives de «déstabilisation» dont le Tiers-monde semble avoir le monopole.



à Gafsa : l'ombre de Kadhafi

les investissements étrangers et par une production pétrolière qui, pour être faible, n'est pourtant pas négligeable à l'échelle du pays. Malgré cela, l'ingrat peuple tunisien n'apprécie pas à sa juste valeur la sollicitude qu'ont pour lui ses gouvernants. Certaines âmes chagrines en voient la raison dans la main de fer qui dirige la Tunisie en y étouffant toutes les voix discordantes : en 1962 c'est l'interdiction du parti communiste, en 1968 la répression très dure des mouvements étudiants, enfin en 1978 la grève générale décrétée par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens est écrasée par l'armée et finit dans un bain de sang. A la suite de ces événements, une partie des opposants a été arrêtée, l'autre vit en exil et n'a pas désarmé. Une autre opposition s'amplifie, l'opposition religieuse. La méfiance de Bourguiba à l'égard des mouvements musulmans a provoqué de violents incidents dans les universités, et on peut mesurer la force de ces mouvements quand on sait que le gouvernement s'est vu récemment aux prises avec la contestation du Barreau tout entier à la suite de

l'arrestation d'un avocat musulman.

On voit donc que l'on ne déstabilise bien que ce qui peut l'être. Et après tout, l'échec de la tentative de Gafsa ne témoigne pas forcément de la bonne santé de la Tunisie.

Et la France dans tout cela ?

Son appui logistique à l'armée tunisienne ne doit pas surprendre de la part d'un régime qui nous aura habitué à un interventionisme tous azimuts, et particulièrement en Afrique où le grand frère américain lui a assigné sa tâche de maintien de l'ordre. Certes notre pays, puissance méditerranéenne, doit être attentif au calme et à la stabilité sur l'autre rive de cette mer. Michel Jobert disait d'ailleurs à juste titre que notre intervention à cette occasion était logique et que «nous ne devons pas avoir peur de notre ombre».

Encore faut-il que cette influence serve toujours les véritables intérêts de la France en ne s'opposant jamais aux intérêts des populations concernées.

René ADRIERS

amérique centrale l'impérialisme en action

La victoire sandiniste au Nicaragua peut-elle faire basculer les régimes d'Amérique centrale ? Les récents événements au Salvador et au Guatemala nous poussent à le croire. Mais il ne faut pas pour autant sous-estimer les formidables pressions économiques et financières des trusts américains.

El Salvador. Deux moyens d'opposition politique : la lutte armée, omniprésente, et la prise d'otages. Mai 1979, l'ambassadeur de France est retenu trois semaines et les ambassades du Costa Rica et du Venezuela sont occupées par le Bloc Populaire Révolutionnaire. Le 28 novembre 1979 l'ambassadeur d'Afrique du Sud est enlevé et demeure toujours prisonnier. Le 11 janvier dernier prise d'otage des ambassadeurs du Panama et du Costa Rica par les Ligues Populaires du 28 février. Le 7 février c'est le tour de l'ambassadeur d'Espagne.

Chaque fois la libération de détenus politiques est exigée mais à l'origine de toutes ces actions se trouve le refus de toute réforme par l'oligarchie financière (l'ANEP entre autres : association nationale pour l'entreprise privée). Le coup d'Etat du 15 octobre dernier qui a renversé le général Romero n'a évidemment rien changé. La démocratie chrétienne, principale formation d'opposition officielle, qui vient d'accéder au gouvernement, n'est pas non plus en mesure de le faire : d'un côté la droite, accrochée à ses privilèges, est prête à tout pour cela, de l'autre tous les partis de gauche viennent de s'unir. La dernière manifestation, le 22 janvier dernier, a fait une trentaine de morts et une centaine de blessés et on ne compte plus les assassinats politiques perpétrés par l'extrême droite et les polices parallèles.

Guatemala. Le scénario est identique : même oligarchie financière et même bourgeoisie industrielle appuyées par l'armée, la police et les groupes d'extrême droite. Ici aussi l'opposition s'est rassemblée. Les quarante morts de l'ambassade d'Espagne le 31 janvier prouvent une fois encore qu'aucune réforme ne sera oc-

troyée; ce que le vice-président avait compris en démissionnant quelques jours auparavant.

Les journaux abondent de faits sanglants mais ce qu'il faut dire c'est ceci : au Guatemala, qui est le centre de son empire, au Honduras et au Costa Rica sévit le même trust américain, l'United Fruit, spécialisé dans la plantation des bananes. Ce trust, surnommé «la pieuvre verte», contrôle, il va sans dire, toutes les infrastructures (les ports, les routes, les chemins de fer, le téléphone) et tout le secteur agricole. Au Panama la production bananière est le monopole de la compagnie multinationale United Brands & Co. plus grand propriétaire terrien du pays, troisième employeur après l'Etat et la compagnie du canal, exonérée d'impôts. Le Salvador, qui n'est pas une république bananière, est mis en coupe réglée par les «quatorze familles». Les Etats-Unis viennent d'offrir une aide économique à ce pays pour qu'il puisse faire face à la crise qui le menace.

En réalité ils ne peuvent que soutenir de tels régimes comme ils soutiennent ceux d'Amérique du Sud (à noter leur inquiétude des conversations entre l'Argentine et l'U.R.S.S.). Stratégiquement l'Amérique centrale est un endroit faible. Le renversement de la situation au Nicaragua, la rétrocession de la zone du canal de Panama pour l'an 2000 (20 ans) et la proximité de Cuba obligent les Etats-Unis à agir pour empêcher que ne s'installent dans cette partie du monde des régimes qui n'ont pas leur «pleine confiance».

Sans rire, si on boycottait les bananes ?

SAINT-VALLIER

Après Pierre de Bérard et Michel Herson, nous avons demandé à notre ami Pierre Boutang son témoignage sur les événements évoqués dans les mémoires du comte de Paris, spécialement ceux d'Alger en 1942 et sur le monarchisme du général de Gaulle. Présent en Afrique du Nord au moment des faits évoqués, proche des acteurs de premier plan de la scène d'Alger, directeur de l'hebdomadaire royaliste la Nation française, de 1955 à 1967, qui fut le lieu du rapprochement intellectuel entre gaullisme et royalisme, Pierre Boutang parle avec une autorité partout reconnue.

● **Royaliste :** Pierre Boutang, les mémoires télévisées du comte de Paris ont fait ressurgir des événements qui ont marqué notre vie nationale. Pourtant, à cause de certaines polémiques, les nouvelles générations ont du mal à comprendre l'enjeu de ce qui s'est passé. Pourquoi le comte de Paris est-il intervenu sur la scène politique à Alger en 1942 ?

Pierre Boutang : Il faut bien prendre soin de distinguer dans ces événements ce qui était dans la nature des choses et de l'histoire et ce qui est venu de l'accidentel. Le fond de l'intervention du comte de Paris à Alger répond à ce qui pouvait être déterminé par la situation même. L'existence de l'armistice, une Afrique du Nord mise en dehors de l'action allemande et l'espèce de faute géopolitique qui a probablement perdu l'Allemagne et qui laissait le champ libre à ses ennemis. Très tôt, quelques hommes ont compris qu'il y avait là la jointure des choses. Moi-même j'ai compris cette situation à travers Weygand. Il se trouve en plus que j'avais rencontré Henri d'Astier alors que je faisais la revue de presse de l'Action française. Rigaud qui avait lu cette revue de presse m'avait demandé ma collaboration pour faire la même chose au Jour alors que j'étais professeur à Clermont-Ferrand, et où, complices, nous menions une lutte ouverte contre l'occupant.

Plus tard je parlais pour l'Afrique du Nord, chargé par Rigaud de consignes en relation avec ce qui devait se passer un peu plus tard. En effet, c'est à partir de ce moment là que devait se révéler ce que Maurras dans une lettre personnelle devait appeler le génie politique de Rigaud. C'est vrai, il a eu une sorte de génie politique même s'il n'a pas abouti finalement. Son idée est simple : il s'agit de faire marcher l'Amérique pour libérer l'A.F.N. Weygand n'étant plus possible, il invente Giraud. Il fallait bien quelqu'un face aux Américains. Mais voilà que Giraud est absent au moment du débarquement et qu'il y a Darlan.

Pour moi il n'y a pas de mystère Darlan. Auprès de Rigaud, j'ai vu des dossiers. Je sais que Darlan a fait, en particulier sur la question monétaire, de la collaboration avec l'Amérique qui allait très loin dans l'aliénation de notre souveraineté. Considérant qu'il fallait d'abord sauver la flotte, du moment qu'elle était sauvée, tout était possible pour lui pendant très longtemps. Il était donc à la botte des Américains. D'ailleurs eux-mêmes étaient ravis d'avoir quelqu'un qui n'était pas du côté anglais.

Mais l'amiral avait beaucoup d'adversaires : les collaborateurs pour qui il avait trahi, les résistants gaullistes bien sûr, la communauté juive avec des éléments de pointe très patriotes et qui n'avaient évidemment pas admis l'abolition du décret Crémieux. Tous les gens qui avaient pris une part active à la préparation du débarquement voulaient absolument se débarrasser de Darlan. A ce moment, la guerre civile était en vue. Il n'y avait qu'une possibilité : quelqu'un qui put, n'étant nullement en opposition avec le gaullisme, n'ayant pas pris parti non plus à l'intérieur du gaullisme, représentant une tradition profonde, mettre d'accord les gens. C'était le comte de Paris. Cette idée du comte de Paris comme médiation, étant professeur à Rabat, je la considérais comme probable. Dans un article j'avais écrit à propos d'Alger : «*Je ne sais pourquoi, cette ville me paraît associée à la vocation de la famille d'Orléans*». Et ce n'était pas seulement à cause de la conquête... Une personne que j'ai bien connue l'avait parfaitement compris, qui n'avait rien à voir avec le complot sanguinaire dont on a parlé par la suite. Il s'agit d'Alfred Pose. Il m'avait parlé de son idée de recours à la loi Tréveneuc. C'était génial : prendre une loi proprement républicaine, patriote par rapport à l'invasion et l'indépendance de la patrie, surtout si le bénéficiaire de cette loi était le descendant d'une famille ayant régné sur la France ! Le Prince a com-

pris Alfred Pose, a fait sien cet esprit de la loi Tréveneuc. Et les rapports avec les Conseils généraux ont été très étroits. L'affaire était bien partie.

● **Royaliste :** Mais tout est venu butter sur le meurtre de Darlan ?

Pierre Boutang : Evidemment ! Il est certain, comme la suite l'a prouvé, que tout meurtre devait être écarté *is fecit cui prodest*. Car du coup, on aurait désigné le Prince comme coupable. On aurait voulu saboter cette opération Tréveneuc, on n'aurait pas opéré autrement.

● **Royaliste :** Que s'est-il passé réellement ?

Pierre Boutang : Il n'y avait pas seulement Alfred Pose. Il y avait Henri d'Astier de la Vigerie qui avait d'autres vues. C'était un homme d'une grande pureté sans scrupules. Il pensait restaurer la monarchie en faisant la place nette. Adjoint de Rigaud secrétaire à l'Intérieur à Alger, il ne l'a jamais mis au courant. Son idée était : je vais prendre à ma seule initiative le pouvoir pour le comte de Paris. Ils ne parlaient pas de la même chose. Eliminer quelqu'un de sa position et l'éliminer, ce n'est pas pareil. Le Prince avait l'horreur traditionnelle dans sa famille du meurtre. Chez les Capétiens on se fait tuer, on ne tue pas les autres.

Mais ici, j'ai un témoignage personnel à apporter. Il se trouve que j'ai rencontré Henri d'Astier au palais d'été d'Alger le mercredi 23 décembre 1942. Convoqué par Rigaud, du Maroc où j'étais pour m'expliquer sur un article que j'avais lu à la radio et qui avait indisposé les Américains, je tombe sur d'Astier que ne n'avais pas vu depuis le jour de la déclaration de guerre. Nous discutons et il m'explique son optimisme. La situation est bonne avec Rigaud à l'Intérieur, Pose aux Finances, etc. **Mais tout de même, lui dis-je, il y a Darlan !** Darlan que je considérais vraiment comme néfaste. Il me répond : «*Oh Darlan, c'est pas grave ! — Comment cela ? — Non, non, ça va être réglé très vite.* — **Mais tout de même la monarchie ça ne va pas être facile.** Il y a peut-être Giraud ? Il me dit : **Non pas sérieux.** Déjà il était éloigné de Giraud. J'ajoute : **Mais tout de même, vous savez que le Prince n'admettrait pas une entreprise qui ne soit pas liée à la pure légalité.** Il y a chez le Prince un respect des formes étrangers à l'Action française à laquelle nous appartenons vous et moi. » Il me dit



Gérard Leclerc et Pierre Boutang

entretien avec alger, de le comte de paris.

alors : «*Oh, ça ne fait rien. On lui forcera la main.* » J'ai encore dans l'oreille ce *on lui forcera la main*.

Peu de temps après je voyais Rigaud qui me demandait de travailler à ces côtés. Il était évident alors qu'il ne savait rien du projet de meurtre de Darlan. C'est pourquoi Alain Decaux me fait rire lorsqu'il prétend que la moitié d'Alger savait que le jeune Bonnier partait dans telle voiture pour assassiner Darlan. Ce n'est pas vrai. Rigaud et les services de la police intérieure n'étaient pas au courant du tout.

Sur le fond, ce dont je suis sûr, c'est que d'Astier a voulu forcer la main du Prince, pour une opération personnelle d'une cou-



erre boutang :

gaulle

leur qui n'était pas spécialement gaulliste, qui était «Henri d'Astier-riste», généreuse dans son style. Il avait tout du Condottiere, chef de bande, d'ailleurs follement aimé des jeunes gens qui le suivaient. Il a agi conformément à son idée. Et si Madame d'Astier vient aujourd'hui témoigner comme l'on sait, c'est dans un intérêt moral supérieur. Si d'Astier avait agi parce qu'il a été commandé et qu'il a obéi à une fidélité monarchique profonde, alors la cause devenait tout à fait soutenable. Voilà comment s'explique à mon sens ce témoignage.

Mais ce dont je suis sûr, c'est qu'un homme X étant à la place du Prince, à moins d'être complètement insensé, ne pouvait pas ne

pas voir que le meurtre détruisait toute l'opération prévue. Et quand on a connu ce cher Alfred Pose, l'idée qu'il ait pu avoir un instant l'intention de faire tuer quelqu'un est intenable. Il faut être fou ou tendancieux pour penser que les choses étaient liées. L'opération d'Astier et l'opération Pose étaient parallèles. La seconde était connue et assumée par le Prince et elle a servi de couverture à l'opération d'Astier. Mais c'est en définitive celle de d'Astier qui a fait échouer un projet qui était fort, rigoureux et s'inscrivait dans le renouveau de la France.

*
**

● **Royaliste :** Le deuxième événement important dans les mémoires du Prince tient à la rencontre avec le général de Gaulle. Vous avez vécu pleinement cette étonnante rencontre. Comment l'avez-vous suivie ?

Pierre Boutang : J'ai rencontré de Gaulle sur le chemin de l'histoire à travers les contradictions des années de guerre et d'après-guerre. Mon idée, tout à fait fausse au départ, du personnage s'est peu à peu redressée. Au départ il était associé à une vision de guerre civile. S'il avait eu le mérite de se dresser contre la défaite, je lui reprochais d'en avoir ramené toutes les causes. A savoir la démocratie parlementaire et le régime des partis. Et je ne voyais pas précisément à quel point il était hostile au régime des partis. Si je me moquais de l'homme qui voulait faire rentrer ces partis dans sa grande besace, je ne voyais pas qu'il finirait par les y faire rentrer. Avant bien sûr qu'ils n'en ressortent encore.

J'ai commencé à changer tout à fait sur le fond dès 1947. J'en ai beaucoup discuté avec Maurras. Je me suis aperçu avec les élections municipales que de Gaulle s'apprêtait au grand nettoyage. J'ai vu peu à peu, surtout à cause de la politique étrangère que c'était la bonne voie. Je n'ai même pas renoncé à une certaine espérance gaullienne dans des moments où ça semblait mort. Nous savions que de Gaulle était en retrait et qu'il était en attente. Non pas tellement en attente sur la question algérienne, mais sur l'ensemble de la faillite du régime. Lui même croyait qu'une faillite financière le ramènerait au pouvoir.

En 1957, j'ai été complètement «déniaisé», parce que je ne savais

pas les rapports entre le Prince et de Gaulle. Je n'avais pas encore rencontré Edmond Michelet. Or en 1957, il y eut le mariage du comte de Clermont à Dreux, et le télégramme du général de Gaulle auquel j'ai accordé une place très importante dans un numéro spécial de la **Nation française**. Le général écrivait au comte de Paris : «Je sais quelle joie vous cause ce mariage. C'est là, pour chaque Français, une raison de s'en réjouir. Mais aussi, Monseigneur, parce que la vie de votre famille s'identifie avec notre histoire, parce que ce qui vient de vous dans le présent, est exemplaire pour le pays, parce que votre avenir, celui des vôtres, sont intégrés aux espérances de la France, je salue l'union que Dieu va bénir comme un grand événement national.» «Intégrés aux espérances de la France», ce n'était pas des mots en l'air pour quelqu'un comme de Gaulle. Il disait ce qu'il pensait. Le télégramme était éclatant et il venait à un moment où la rupture s'ennonçait de tous côtés. Des amis dans l'armée reconnaissaient que de Gaulle était indispensable; des gens comme Maurice Clavel retrouvaient l'espérance de ce côté là. A la télévision nous nous retrouvions avec Clavel et Roger Stéphane. A propos de ce dernier je me rappelais l'enseignement antique qu'on ne pouvait vraiment jamais haïr les gens qu'avec l'idée qu'on pouvait être amené à les aimer.

J'ai vu le caractère monarchique de l'opération de Gaulle dès le départ, je n'ai pas vu tout de suite que cela devait aller vers l'élection au suffrage universel du président. J'ai eu la conviction profonde que c'était la monarchie véritable que voulait de Gaulle et qu'il l'aurait faite s'il avait eu le choix. Presque plus que le Prince à certains moments. Le Prince doutait peut-être plus de la possibilité de l'instauration monarchique comme telle. Mais de Gaulle pensait que certaines circonstances pouvaient l'amener. Nous ne savons jamais comment la monarchie sera restaurée. Certes il faut que ce soit populaire. Mais il y a plusieurs manières de partir du peuple.

A partir de 1958, j'ai rencontré Edmond Michelet et c'est lui qui m'a expliqué tout ce qui s'était passé. Comment la première fois où le Prince devait voir de Gaulle, il ne savait pas comment y aller. Sa dignité lui interdisait d'y aller le premier : de Gaulle

avait tout réglé en disant «*Qu'il vienne, le roi est partout chez lui. Il présidera la table.*» Michelet m'avait raconté aussi comment de Gaulle s'était avancé sur le perron, était venu l'accueillir à la porte du parc comme Bismark faisait pour son roi. Bref, j'ai eu la profonde conviction depuis cette période que de Gaulle et la monarchie ça coïncidait pour l'essentiel. Je me suis brouillé à ce moment avec beaucoup de gens de l'Action française; sans compter qu'il y avait alors le drame algérien sur lequel il y aurait beaucoup à dire et qui obscurcissait pour beaucoup le sentiment qu'ils vivaient sous une monarchie. Ils ne reconnaissaient pas le roi qui était là et qui était le roi virtuel. C'était aussi le restaurateur de l'idée de légitimité.

Le fondamental c'est que de Gaulle ne pouvait avoir de successeur et n'en voulait pas. Pas plus qu'il ne pouvait avoir de prédecesseur autre que la lignée des rois de France. Une contingence mystérieuse l'avait mis à la place du roi mais son idée était de s'en remettre à la famille royale et de rendre cela possible pour les Français. Même aujourd'hui malgré les difficultés, tout le monde considère qu'il s'agit d'une royauté élective. De Gaulle a été tellement fondateur de cité et d'Etat, et d'un état de structures véritablement monarchiques que lorsque l'Etat va dans l'autre sens il va contre son fondateur et contre sa nature.

● **Royaliste :** Mais en définitive, n'y a-t-il pas eu échec ?

Pierre Boutang : Echec dans la continuité véritable, bien sûr. Le comte de Paris n'a pas succédé à de Gaulle et nous le déplorons, mais il faut voir aussi sur quoi de Gaulle est tombé en définitive. Son dernier grand projet a été la réforme du salariat en continuité profonde avec une tradition que nous connaissons bien parce qu'elle est nôtre. Les puissances de l'argent ont réagi avec leur homme, Giscard d'Estaing. Si elles se sont battu contre le projet régional dont elles se moquaient complètement, c'était pour empêcher de Gaulle d'engager la bataille décisive sur le salariat.

Mais la leçon du destin de Charles de Gaulle est nette. Il l'a dit lui-même. Ce qui comptait c'était la tradition millénaire de la maison de France.

propos recueillis
par Gérard Leclerc

le mal franco-allemand

Il y a «les frustrés» de Claire Bretécher. On pourrait maintenant décrire «les complexés». J.J. Servan-Schreiber et Alain Peyrefitte y tiendraient les premiers rôles. Mais il faudrait faire une petite place à Michel Meyer.

Comme les intellectuels germano-pratins en quête de la dernière mode, certains chroniqueurs ne cessent de chercher le modèle économique dans le vent et nous somment de répondre à son «défi». En 1967, J.J.S.S. a fait un malheur sur ce thème. Le «Mal franco-allemand» reprend cette vieille recette. C'est dire combien ce livre est déplaisant, sans être toutefois inutile. D'abord parce qu'il reflète la mentalité actuelle : si la France est en crise, les Français n'ont qu'à s'en prendre à eux mêmes. Ensuite parce qu'on y trouve un catalogue des idées reçues sur la France.

Pauvre France, avec laquelle Michel Meyer dit avoir des rapports «érotiques» ! Et pauvres Français : légers, bavards, orgueilleux, campagnards, idéologues,

chauvins. Il manque, dans ce portrait, la baguette de pain et le béréret. Mais M. Meyer n'oublie ni la «ligne Maginot», ni la «furia française», ni la cuisine. Et c'est sans doute pour ne pas choquer les féministes qu'il ne dit rien des petites femmes de Paris.

Bien sûr, tout n'est pas faux dans ce fatras de moncifs. Oui, le patronat est rétrograde. Oui, le corporatisme est une maladie. Oui, les Français ne savent pas faire du commerce. Oui, la centralisation étatique est mauvaise, et nos divisions politiques stériles. Mais fallait-il répéter une fois de plus ces vérités premières sans jamais rechercher les causes profondes, sans remettre en question l'ordre établi ? Car Michel Meyer est un brave garçon, qui enfonce fièrement les portes ouvertes, mais

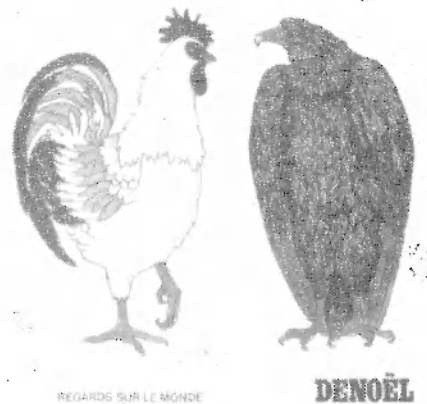
n'ose pas ouvrir celle de la Direction. Il est facile de brocarder la «gauche impuissante» de régler ses comptes avec Saint-Germain des Prés, de dénoncer «l'idéologie marxiste» des syndicats. Mais de là à lever les yeux sur M. le Président de la République...

En fait, Michel Meyer ressemble étrangement à la caricature qu'il fait des Français : son livre est léger, bavard, intellectuellement prétentieux (on y trouve Hegel, Proudhon, Schopenhauer et quelques autres) et révèle une fascination très ordinaire pour l'«exemple» étranger : ici l'Allemagne, terre de l'organisation, de la collaboration de classes, de l'efficacité industrielle et commerciale. Autres poncifs, qui font oublier que la réussite allemande s'explique aussi par le fait que la R.F.A. n'a pas payé de dommages de guerre, qu'elle a bénéficié des réfugiés de l'Est, et qu'elle collabore aujourd'hui très étroitement avec la R.D.A.

Le projet de Michel Meyer est de nous donner mauvaise conscience, afin que nous fassions l'effort de rattraper l'Allemagne, d'imiter son mode de production et de consommation, de nous plonger plus encore dans la société

LE MAL FRANCO-ALLEMAND

MICHEL MEYER



technicienne. Vive l'ordre du capital. Vive l'ordre occidental. Vive l'ordre européen. La chanson nous est chantée depuis longtemps, sur des airs différents. Qu'on ne s'étonne pas s'il y a des mai 1968 -soulèvement gai de la vie-, et des bandes à Baader -révolte désespérée contre le nihilisme.

B. LA RICHARDAIS

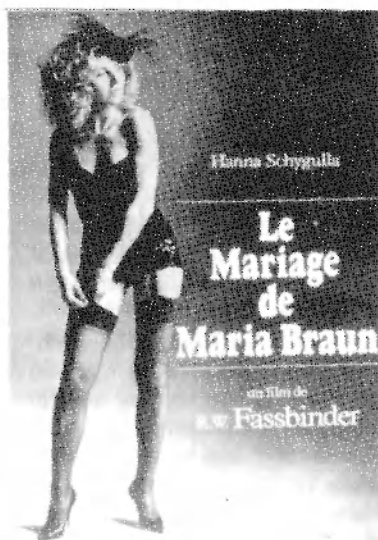
Michel Meyer - Le mal franco-allemand - Ed Denoël. prix franco 68 F.

le mariage de maria braun

Histoire simple. Histoire d'une réussite pécuniaire, morale, physique. Maria Braun : une existence discrète, avilie par la guerre qui métamorphose les caractères et les esprits, une existence qui voudrait être fidèle au mariage qu'elle contracte, le plus raté qu'on puisse faire dans le genre.

Contracté sous les bombes, il est frappé d'interdit dès le départ, irrémédiablement, indubitablement. Croire à la vie et au bonheur au milieu du Reich englouti est un blasphème vite sanctionné. Hermann, le mari, part pour la guerre et déjà la faim fait vendre la robe de mariée. Puis Hermann est porté disparu et l'existence reprend ses droits dans le lit d'un G.I. venu parachever la destruction des bombes. Maria Braun est perdue.

Même le retour inespéré d'Hermann ne fait qu'ajouter au maléfice car Maria Braun est maudite et ne peut provoquer que le désas-



tre. En tuant le G.I. qui la sépare d'Hermann elle prolonge leur séparation, entame-t-elle sa solitude ? Même pas. L'univers carcéral qui a saisi Hermann hante à tel point Maria Braun qu'on finit par ne plus savoir qui est en prison : Hermann derrière ses barreaux ou Maria derrière son maquillage et ses toilettes qui, par amour, tente la métamorphose de l'argent. L'argent c'est ce qui affranchit les cops et les esprits, ce qui blanchit les âmes et fabrique les sentiments. Le salaire deviendra l'enfer à crédit. Se blanchir ? Impossible. Maria Braun est perdue depuis le début mais elle ne le sait pas. Son mariage est à l'image de son existence et de son âme. Mais son existence d'ailleurs ? Un mirage : Maria Braun est une métaphore.

Rainer Werner Fassbinder nous l'avoue dans la dernière image de son film qui voit défiler tous les Chanceliers allemands depuis Konrad Adenauer jusqu'à Helmut Schmitt. Maria Braun c'est l'Allemagne arrachée au cimetière, disputée au néant par les survivants. C'est l'Allemagne exorcisée repartie d'elle seule (Je me suis faite toute seule) pour graver les éche-

lons, coiffer quelques sommets. Et la métaphore révélée Maria Braun n'a plus de raison d'être. Aussi, lorsque celle-ci enfin va renouer le mariage interrompu depuis la guerre, une imprudence la réduit en cendres sur le rythme haletant et diabolique d'une radiodiffusion d'une rencontre de football : ce bruit de la vie qui recouvre les hommes. Si tout peut s'achever avec une rapidité tragique, c'est que tout est fragile.

S.V.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57. C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT. Imprimé en France - Diffusion N.M.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

Une série d'articles dans la presse ces jours-ci fait entendre sur le présent de la pensée un constat désenchanté. François George semble condenser le sentiment commun par cette formule de conclusion : «*Or aujourd'hui, il semble que nous vivions dans une époque tellement crépusculaire que la chouette philosophique en est découragée de battre des ailes*». Son voisin de colonnes au *Monde*, Christian Delacampagne peut donc s'échiner à définir les conditions d'un renouveau d'une philosophie qui se ferait comprendre à nos contemporains, ce serait donc pure perte ! Mais n'y a-t-il pas beau temps que les esprits forts prédisaient cette faillite ? Au demeurant, les sciences humaines et la reine psychanalyse affichent depuis quelques décennies leur ambition de prendre le relais d'une métaphysique vouée aux ténèbres d'avant les lumières rationalistes. Jusqu'aux facultés de théologie qui ont abandonné la vieille dogmatique pour se vouer aux délices de la linguistique et de la sociologie ! Et bien même de ce côté, il semble que ça n'aille pas très bien. *Les fils de Freud sont fatigués* avait déjà écrit Catherine Clément. Mais ces semaines-ci, ça se confirme vertigineusement. Le père sévère dissout l'école freudienne de Paris et c'est le désarroi dans l'inconscient. Un concile tenu à Milan avec tout le gratin psy a semble-t-il atteint les limites du sauve-qui-peut. Du moins si je me réfère au compte-rendu drôle de Jean-Paul Enthoven au *Nouvel Observateur* : «*Observons, enfin que les psychanalystes -ceux que nous vîmes, en tout cas- ont l'air inquiets, coupables, comme s'ils vivaient les dernières heures d'un long règne. On les sent amers, méfiants, médisant de tout et d'eux-mêmes; piégés par les lois de la bande, du gang, de la coterie en hausse ou de l'école en déclin, ils abordent la décennie en plein malaise*». Diable !

Ca va si mal, que certains annoncent le retour des vieilles croyances quand ce n'est pas un nouveau triomphe de l'Eglise catholique romaine et de son pape superstar. Philippe Solers ne jure plus que par Jean-Paul II et s'extasie des bénédictions urbi et orbi. De quoi semer la panique. Paraît que les cléricaux relèvent la tête.

Pierre Legendre prend lui la menace au sérieux. Le clericalisme ça le connaît. Au fond, ce serait peut-être même un peu diabolique sur les bords. Vous ne pouvez vous imaginer la divine perfidie de la hiérarchie pontificale. Avez-vous entendu parler du Consistoire, ce colloque du pape et des cardinaux, où le pape est le seul à parler ? Une idée exacte de la rouerie tyrannique de cette religion ni habile à jouer sur l'amour pour en faire le soutien sans défaut d'un pouvoir absolu.

L'ANNEE DU VIDE

Assez symptomatique la colère de ce Legendre qui se débat pire que dans un bénitier. Le professeur à la faculté de droit est un curieux phénomène avec un côté Coluche psy inénarrable, quelques éclairs géniaux, des obsessions qui ressemblent à des vices innocents de vieille fille. Le tout fait assez Nimbus mais avec une tonalité plus poignante que grave. Le cher homme avec ses ricanements peut vous donner la



la grande colère de pierre legendre

chair de poule parfois. Avec sa rage soupçonneuse, il lui arrive de laisser percer la joie mauvaise de celui qui jouit de faire perdre à l'autre toutes ses illusions et de le contempler hagard au bord de la route. Rien ne résiste à l'analyse qui sans cesse démystifie. Presque pas l'analyste lui-même qui finirait par être soupçonné. Alors, lui-même se soupçonne et ne peut s'en tirer qu'en bouffonnant. Mais ce bouffon ne nous fait rire que pour nous tirer vers l'abîme.

De Lacan, Legendre a retenu le pessimisme extrême. Pas du tout les trouées métaphysiques. Les béances du désir ne l'intéressent que par leurs pièges, surtout celui du leurre et de l'illusion. Le désir n'a pas d'objet. Voilà tout son Credo. L'antithèse même du principe défini par Thomas d'Aquin que tout *desiderium naturale* ne peut être vain. Ainsi il peut aller gaillardement au nihilisme extrême, en appliquant les ressources de son intelligence subtile à la seule analyse, c'est à dire à la dissolution. Le désarroi décrit

par Enthoven ne doit pas lui peser, parce que c'est son terrain naturel, sa vocation. Mais il ne faudrait pas que d'autres en profitent pour rendre du crédit aux vieilles croyances et à la «bêtise divine». Il est prêt alors à faire feu des quatre fers.

C'est ainsi qu'il prétend démystifier «le recours à Dieu» de Pierre Boutang et de Maurice Clavel, accessoirement de Bernard-Henri Lévy dans le sernier numéro de «*Critique*» consacré au *vide* de pensée de l'année écoulée. De *l'apocalypse du désir*, Legendre ne dit à peu près rien, à tel point qu'on peut se demander s'il a réellement lu ce livre qu'il prétend réduire à néant. On retient au passage quelques inexactitudes significatives. Ainsi Boutang ne manifeste aucune haine à l'égard de Lacan qu'il critique sévèrement mais sans cacher son intérêt. Il est infiniment plus dur pour Deleuze contrairement aux dires de son curieux censeur. Mais cette lecture montre assez que le lecteur furibond ne

par
gérard
leclerc

peut celer ses sentiments. L'ennemi c'est le clérical. Peu importe le discours métaphysique qui n'est qu'un leurre au service de la bureaucratie vaticane. Du coup, nous sommes plus proches de l'insulte que de la critique. Legendre ne démystifie rien sinon lui-même et ses vieilles obsessions, ses dadas. Personnellement je n'y suis pas insensible et suis prêt à écouter ses révélations sur les procédures de la romanité, le fonctionnement interne du droit canon et même les jeux du désir dans les effets du pouvoir, la captation de l'amour des fidèles, l'amour du censeur, etc. Mais ce qui me gâte un peu le tout vient de l'impression de complot permanent qui me rappelle étrangement ce qu'ailleurs on raconte du complot maçonnique et de la haine un peu ridicule du curé. C'est de la rage. Y eut-il de l'amour à l'origine de cette rage ?

LE COURAGE DE L'ETRE

Curieuse tout de même cette accusation de vide lancée à leurs adversaires par les dévots et les adorateurs du vide ! Car tout de même, quel mot définit mieux la pensée d'un Legendre. Pour lui, tout est vain, vide et creux. Et s'il y avait, par delà l'insulte, réelle controverse avec Pierre Boutang, c'est bien sur l'être ou le néant. D'ailleurs c'est sur ce terrain même que *l'Apocalypse du désir* provoque Jacques Lacan. Legendre ne s'avance pas trop à discuter le principe de l'inanité du désir. Cela reviendrait à mettre en cause le fondement de sa dogmatique ou de son antidogmatique. Pour Boutang : «*Le désir sait prononcer autre chose que la mort*». Et même si la libido s'émousse, il peut rester la tendresse et l'amour.

Dans son très beau *Duel* qui est un hymne à l'amour de l'homme et de la femme, et qui reprend à leur vrai degré de profondeur et de vérité toutes les apories de la psychanalyse, Pierre Emmanuel exprime aussi cette force intacte : «*Il faut bien que l'amour de la femme soit autre Que l'étreinte essoufflée de la flamme et du vent Où tout désir s'éteint sauf celui du sourire Dont elle a le secret depuis l'Eden perdu Et que né d'elle en y mourant j'ai reconnu.*»

Par chance, par grâce, il nous restera toujours les poètes pour qui le monde chante ou parfois déchante. Mais c'est toujours l'Etre qu'ainsi ils étreignent, gardés en leur cœur neuf du mirage des sophistes.

Pour reprendre notre question première, sur la crise de la pensée, on s'étonne que tant de savantes interrogations tournent toujours autour du pot. Cette époque crépusculaire qui désespère tant François Georges ne pourra retrouver les chemins de la pensée qu'en cassant ce nihilisme qu'elle caresse comme son chat fétiche. Lorsqu'on y songe tout de même, le nihilisme quelle sottise ! Un seul sourire d'enfant le voue au ridicule. La réalité la plus fugitive est plus profonde que le doute le plus profond. Mais quel courage aujourd'hui que de parier en dépit de tout, pour l'Etre !

Gérard LECLERC

Numéro de janvier de la revue *Critique*
Duel de Pierre Emmanuel. Ed. Seuil. Prix franco 49 F.

journées royalistes

8 et 9 mars 19, rue blanche

qui bouleversent en profondeur la pensée politique française. Le grand débat entre public et spécialistes des questions interna-

LE PROGRAMME DES JOURNÉES

Samedi 8 mars

10 h 30 - 12 h
14 h - 16 h 15

- Séance inaugurale
- Forums de discussion :
 - * Quelle politique étrangère pour la France face aux impérialismes.
 - * Le libéralisme dénoncé ou la société industrielle mise à nu.
 - * La pensée de Maurice Clavel.

16 h 15 - 18 h 30

- Des personnalités témoignent : «Le comte de Paris et la monarchie».

20 h 30 - 22 h 30

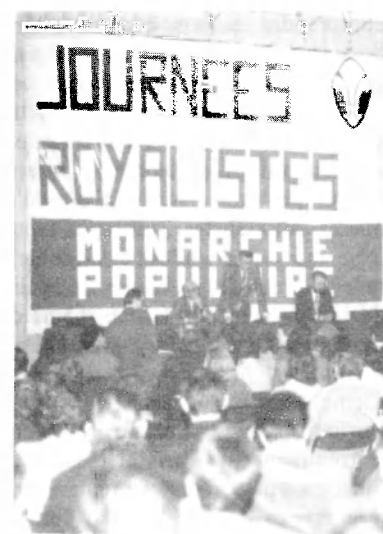
- Détente musicale.

Dimanche 9 mars

10 h 30 - 12 h 30
14 h 30 - 16 h
16 h - 17 h

- Séance de travail des cellules.
- Débat : «réponse à la crise».
- Débat entre la salle et les dirigeants de la NAR

Et tout au long des deux journées : stands, animation vidéo, buffets, etc.



pendant les témoignages

tionales pour esquisser une réponse cohérente à la crise économique mondiale. Enfin la séance de clôture à la fois

Le maintien des giscardiens au pouvoir en 78, les divisions syndicales, la mise au pas des médias, les querelles stériles des partis autant d'événements qui en ce début des années 80 font de la France, une nouvelle fois, une société bloquée.

Face à la psychose de guerre, utilisée par le gouvernement pour mieux régner sur une nation d'appeurés, les oppositions traditionnelles se taisent ou en rajoutent. La parole est maintenant à ceux

thème de nos 6ème Journées royalistes.

...

Ni rassemblement d'autosatisfaction, ni champs clos d'affrontements de clans politiques, les Journées Royalistes sont devenues au cours des années un des lieux privilégiés où peut s'affirmer le dialogue nécessaire entre des citoyens venus de tous les horizons politiques. C'est pourquoi cette

fois-ci encore nous y réserverons une large place au débat.

DEBATTRE

Ce souci de substituer aux discours magistraux la parole libre et directe se cristallisera cette année autour de trois pôles : les forums où nos visiteurs pourront s'exprimer à la fois sur leurs problèmes quotidiens : économiques, d'éducation, culturels, et sur les grandes controverses idéologiques

FORUMS

Trois forums se dérouleront simultanément le samedi de 14 h à 16 h 15.

Thèmes abordés :

- Quelle politique étrangère pour la France face aux impérialismes ?
- Le libéralisme dénoncé ou la société mise à nu.
- La pensée de Maurice Clavel.

synthèse des travaux et large discussion sur les positions de la NAR.

UN GRAND DEBAT : REPOSE A LA CRISE

Philippe de Saint Robert, journaliste et écrivain, Michel Jobert, ancien ministre de Georges Pompidou. La crise internationale n'est-elle due comme le dit Raymond Barre, qu'à l'augmentation des prix pétroliers ? Certains de nos «alliés» n'ont-ils pas tiré un plus grand profit de cette situation que les pays producteurs ? Quelle politique de l'énergie pour la France ? Voici, avec beaucoup d'autres, quelques points qui pourront être discutés pendant ces deux heures. Dimanche de 14 h30 à 16 h : grande salle.

qui n'ont pas choisi leur camp, aux hommes libres. Ce sera le

Vous nous rendrez service en achetant dès aujourd'hui votre vignette pour les Journées Royalistes. Ou mieux encore en achetant plusieurs vignettes à diffuser autour de vous.

Le succès des Journées dépendra essentiellement du nombre de gens que vous y aurez fait venir !

Tous les acheteurs de vignette, de province, recevront également un ticket leur permettant de bénéficier d'une réduction de 20 % sur le prix du billet SNCF (valable entre le 3 et le 14 mars).

achetez votre vignette !

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

.....

désire vignettes à 18 F (normale), ... vignettes à 100 F

(soutien) donnant droit à l'entrée gratuite pour les Journées Royalistes qui se tiendront à Paris, 19, rue Blanche, Paris 9ème, les 8 et 9 mars prochains.

Règlement à Royaliste, C.C.P. 18 104 06 N Paris.



le hall des Journées 1979

Sans parler des cercles spontanés qui se créent autour de telle ou telle personnalité pour poursuivre les échanges entre les séances ou

DEBAT AVEC LA SALLE

Qui sont les royalistes ?
Avec à la tribune tous les orateurs de la NAR.
Dimanche de 16 h à 17 h.

même du débat permanent au stand Monarchie.

En toutes ces occasions nous expliciterons ce projet royaliste élaboré depuis deux ans dans les cellules et qui doit déboucher sur un travail de synthèse dans les prochains mois.

PROPOSER

Ces deux jours seront l'occasion d'affiner notre projet, de confronter nos expériences. Dans le domaine économique il s'agira d'une part de démontrer le discours giscardien sur la crise, de détruire des concepts vides de sens tels que le « mondialisme » où l'« économie de marché », de voir enfin comment pourrait s'envisager une rupture réelle avec la société industrielle. Dans le domaine

politique : en appelant à un renouvellement du tissu social, en définissant le rôle de l'Etat monarchique dans cette révolution, en explorant les possibilités d'une politique étrangère française libérée des blocs en particulier dans ses relations avec le Tiers-monde. C'est sur cela que nous réfléchirons avec les participants, sympathisants récents de l'idée royaliste ou nous suivant depuis longtemps.

SEANCES DE TRAVAIL DES CELLULES

L'ensemble des responsables de cellules présentera nos analyses et nos propositions dans chaque secteur de travail.
Dimanche de 10 h30 à 12 h30.

Mais que vaudrait ce projet si personne ne devait l'incarner, si la monarchie n'était rien d'autre qu'une démonstration de juristes coupée de toute réalité ?

POUR EN SORTIR

La publication des Mémoires du Prince et ses émissions télévisées ont démontré qu'une lar-

ge fraction de la presse et de l'opinion était sensible à cette question de l'Etat et de la légitimité. Le long dialogue du comte de Paris et du général de Gaulle démontre bien que rien ne sera fait si on

LE COMTE DE PARIS ET LA MONARCHIE

Témoignages avec **Pierre Boutang**, philosophe, **Marcel Jullian**, éditeur et écrivain, **Roger Pannequin**, ancien responsable du PCF, **Michel Herson** ancien secrétaire général adjoint de l'UDR, **Luc de Goustine**, écrivain, **Olivier Germain-Thomas**, journaliste.
Samedi de 16 h15 à 18 h30 : grande salle.

ne change pas le pouvoir lui-même. Ainsi Michel Herson nous déclarait récemment : « *Oui, le recours monarchique dans son principe, et quelle qu'en doive être la forme, peut apparaître un jour comme une anticipation de plus parmi celles déjà nombreuses du général de Gaulle* ». C'est autour de ces questions fondamentales que se développeront les témoignages des personnalités présentes.

L'AMBIANCE DES JOURNEES

Cette présentation un peu austère ne rend qu'imparfaitement compte de ce que nombre de nos amis appellent maintenant « l'ambiance des journées ». Les journées royalistes sont ainsi faites que la politique y prend vite l'allure de fête de l'amitié. Ainsi la journée du samedi se terminera par une détente musicale, le cidre et la bière de Jenlain couleront à flots dans les deux bars où nos Fédérations régionales organiseront des dégustations de produits.

Une ambiance de fête pour saluer une grande espérance nationale !

Olivier MOULIN

L'INTENDANCE SUIVRA-T-ELLE ?

Il y a quinze jours je lançais un cri d'alarme concernant notre souscription qui avait l'air de stagner dangereusement. Cet appel semble avoir été entendu puisque de nombreux lecteurs nous ont fait parvenir leur contribution ces derniers jours. Nous venons de dépasser les 20 000 F (objectif à atteindre 30 000 F). Faute de place, nous ne pouvons publier cette semaine notre liste de souscripteurs. Nous le ferons dans quinze jours en espérant que, d'ici là, tous ceux qui n'ont pas encore apporté leur contribution à l'effort de propagande exceptionnel fait à l'occasion des émissions du Prince, se seront manifesté et nous aurons permis d'atteindre l'objectif fixé.

Adressez vos dons à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris en précisant « pour la souscription ».

Yvan AUMONT



● **BRIVE-TULLE** - Dîner-débat le 1er mars avec **Philippe de Saint-Robert** et **Bertrand Renouvin** à 19 h30. Notre invité présentera son dernier livre « Dieu que la crise est jolie ». Le dîner aura lieu au restaurant Lachaud à Aubazine (à mi-chemin entre Tulle et Brive). Prix du repas : 40 F, s'inscrire auprès de M. Vialard, 14 rue Alfred de Musset à Brive.

● **SESSION PHILO** - La session aura lieu à Reims les 23 et 24 février, et sera consacrée à une étude de la pensée de Nietzsche (voir la présentation dans le précédent numéro de Royaliste). Le rendez-vous est fixé à 10 h le samedi 23 février, 30 Bd Diancourt à Reims. Cette session est ouverte à tous nos sympathisants intéressés par le sujet.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Où va la diplomatie française ? Que veut-elle et que peut-elle ? A dire vrai, nous n'en savons rien. Cela n'aurait que peu d'importance si MM. Giscard d'Estaing et François Ponset ne donnaient eux-mêmes l'impression de naviguer dans la brume, sans qu'on sache s'ils suivent une route ou tournent en rond.

Le soir du réveillon, le Président nous entretient gravement de la guerre qui menace. Puis, le 4 janvier, il confie aux journalistes que l'intervention soviétique en Afghanistan « n'a peut-être pas été nécessairement programmée ni préméditée ». Ces considérations « décripées » sont rapidement démenties. Personne ne sait plus s'il faut croire à la guerre ou à la détente. Heureusement, le voyage de M. Giscard d'Estaing en Inde vient, un instant, lever nos doutes : refusant la politique des blocs, notre Président semble rechercher une troisième voie.

Portés à la croire après Delhi, nous sommes bien forcés d'en douter après le sommet franco-allemand de Paris. D'une nette tonalité atlantiste, la déclaration commune du 5 février est alors interprétée comme un avertissement particulièrement ferme à la Russie. Moscou ne s'y trompe pas, qui accuse Français et Allemands de s'aligner sur Washington. Les Américains, de leur côté, se félicitent de cette « contribution constructive » et de la « condamnation très ferme de l'Union soviétique ». Et M. Giscard d'Estaing déclare que la « manifestation de solidarité que la France et la République fédérale venaient de donner constituait un facteur positif pour l'Europe et pour la recherche de la paix ».

ILLUSIONS

Pourtant, le texte commun à peine publié, la belle communauté de vue franco-allemande paraissait déjà aléatoire : tandis que Bonn insistait sur l'accord entre l'Europe et les Etats-Unis, M. Giscard d'Estaing, pratiquant le balancement circospect, rappelait la volonté française d'indépendance. De fait, quelques jours après, il refusait toute participation à la réunion que Cyrus Vance voulait organiser à Bonn entre les principaux pays occidentaux.

Qu'en conclure ? D'abord que notre Président s'est fait des illusions sur l'attitude diplomatique de la République fédérale et sur la possibilité pour l'Europe d'exprimer une volonté commune. Ainsi M. Gensher, ministre Ouest-allemand des affaires étrangères, rappelle aujourd'hui que la sécurité de l'Europe dépend de la protection américaine et que la place de



par
bertrand
renouvin

alignement sur washington ?

L'Allemagne « est aux côtés des Etats-Unis et non entre les deux super-puissances ». Position traditionnelle mais qui, une semaine après le sommet franco-allemand, réduit la déclaration commune à un chiffon de papier. En réalité, que la République fédérale poursuive sa politique d'alignement sur Washington ou que, dans quelques années, elle se réunifie, se « neutralise » et se rapproche de l'Union soviétique, la France et l'Allemagne n'ont pas grand-chose de commun à déclarer ou à entreprendre. Tant que M. Giscard d'Estaing ne comprendra pas cela, tant qu'il subira la fascination de l'Allemagne, il s'exposera à recevoir de cinglants démentis.

Seconde conclusion : la stratégie qui consiste à faire un pas en avant puis un pas en arrière montre que le Président de la République ne sait pas ce qu'il veut. Peut-être cherche-t-il simplement à ne déplaire ni aux Russes ni aux Améri-

cains, ni aux gaullistes dont il a besoin pour les présidentielles, ni aux atlantistes qui constituent le « parti de Président ».

Depuis le début de la tension internationale, nous ne connaissons que la politique du commentaire embarrassé, de la déclaration sans effets concrets. Il ne faut pas s'en étonner : c'est la conséquence de l'inexistence de la politique extérieure de la France depuis plusieurs années. Notre gouvernement n'est plus habitué à parler le langage de la clarté et de la fermeté. Alors il bafouille. Ainsi, la question de notre participation aux Jeux Olympiques : parce que la France n'a pas su dire non au régime totalitaire argentin, toute décision pour les jeux de Moscou sera suspecte. Un oui sera, à juste titre, considéré comme une marque de mépris pour les droits de l'homme, et un non comme un alignement sur Washington.

L'INCONSTANCE

Car nous ne savons plus depuis longtemps parler fermement aux Américains. Ni aux soviétiques, d'ailleurs. Les prises de distance élégantes à l'égard des deux impérialismes ne devraient pourtant pas nous dispenser d'actions concrètes. Mais c'est M. Giscard d'Estaing qui, à la Martinique, incitait les Américains à intervenir en Afrique. Et comment pourrait-il s'opposer à d'éventuelles ambitions de l'U.R.S.S. au Proche-Orient alors que nous n'avons plus de politique dans cette région ? Il est bien tard pour s'intéresser aux pays du Golfe, surtout lorsqu'on laisse les Etats-Unis pratiquer leur politique de pillage et d'escroquerie, surtout lorsqu'on permet à la propagande officielle de développer les thèmes d'un anti-arabisme qui n'a rien à envier à l'anti-sémitisme d'autrefois. Il est étrange, enfin, de proclamer son désir d'indépendance en laissant M. Poniatowski faire de la propagande pour une force nucléaire européenne, ou encore sans réagir aux déclarations du général Vanbreemersch, commandant la 1ère Armée à Strasbourg, sur l'emploi des missiles Pluton lorsque le « front » sera « rompu ».

Ainsi va la France, ballotée au gré des humeurs, des nostalgies, des craintes, des considérations électorales et parfois des sursauts du Président. Que ferait-il si la sécurité du pays était directement menacée ? Il n'est pas possible de faire confiance à un homme aussi fragile et inconstant. S'il est vrai que les périls s'accumulent, il est urgent que la France change de Président.

Bertrand RENOUVIN

8 et 9 mars

**journées
royalistes**